



LA QUATRIÈME

internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

S.N.C.F., R.A.T.P. : HAUSSES • SÉCURITÉ SOCIALE : DEFICITS

PARTOUT LES TRAVAILLEURS VOLÉS

Le programme de vacance de messieurs les gouvernants sera certainement bien chargé : en effet, ils auront à suivre d'un œil attentif l'application des décisions prises dans le domaine des prix, à prendre quelques ordonnances visant à remanier le fonctionnement de la Sécurité sociale et à régler, à leur manière n'en doutons pas, les problèmes posés par le développement du chômage.

S.N.C.F.

On connaît le calendrier des augmentations des tarifs de la S.N.C.F. A partir du 20 juin, hausse moyenne de 5,85 % des tarifs marchandises ; les petits colis seront envoyés moyennant un tarif augmenté de 10,5 %. A partir du 15 juillet, les places des voyageurs sur les lignes de banlieue parisienne coûteront 30 % plus cher environ. Enfin, à partir du 1er octobre, les prix des places en grande ligne seront majorés de 5 % environ. Tout cela pour combler le déficit de la S.N.C.F. qui serait passé de 1100 millions de francs en 1964 à 1500 millions en 1966. Ce qui n'est pas dit, c'est que ce déficit provient pour une

large part de ce que la S.N.C.F. accorde maintes faveurs aux industriels. Les augmentations des tarifs rapporteront 140 millions du trafic grande ligne, 100 millions du trafic banlieue et 340 millions du trafic marchandise. Ainsi ce sont les voyageurs

— et dans la banlieue parisienne il s'agit d' salariés allant au travail ou en revenant — qui prendront en charge une partie des faveurs faites par la S.N.C.F. aux industriels. C'est probablement une forme de l'association capital-travail.

R.A.T.P.

A partir du 10 juillet, les travailleurs parisiens payeront très cher leurs voyages dans Paris et sa banlieue. Les billets de métro en première et seconde classes augmenteront de 60 %, les cartes hebdomadaires également. Quant aux lignes d'autobus, elles deviendront franchement inabordable dans certains cas puisque les tarifs seront augmentés de 8 à 200 %, selon la longueur du trajet. Retenons ceci, que les hausses des prix visent, ici encore, à combler un énorme déficit. L'Etat verserait près de 500 millions pour éviter la faillite; mais cet Etat qui sait si bien faire des cadeaux en matière de fiscalité a oublié de ne pas prélever les 120 millions d'impôt qu'il exige de la R.A.T.P. Il est vrai que cet organisme ne sert pas directement le patronat — sinon en lui amenant la main-d'œuvre à la porte des usines — et que ce sont les salariés qui sont les premiers intéressés à son fonctionnement. L'apport de fonds qui résultera des augmentations permettra non pas l'augmentation des salaires des agents de la R.A.T.P. mais une

(suite page 3)

Antoine VALLON

HUGO BLANCO
ALERTE PERMANENTE

Une dépêche de l'A.F.P. annonçait récemment que le procès en appel de Hugo Blanco allait s'ouvrir. Depuis, cette information a été démentie. Le Comité de solidarité avec les victimes de la répression au Pérou se tient toutefois en alerte contre un mauvais coup qui pourrait être frappé contre notre camarade péruvien.

La campagne internationale en faveur de Hugo Blanco a, pour l'instant, retardé son procès. Cependant les nouvelles qui nous parviennent ne cessent d'être inquiétantes. Le tribunal qui doit le juger peut décider d'un moment à l'autre de l'ouverture du procès. Et le jugement peut intervenir à tout moment. Cette possibilité est d'autant plus vraisemblable que la répression continue au Pérou: le procès du compagnon de Hugo Blanco,

(suite en page 6)

LA COEXISTENCE NOUVELLE FAILLITE
PACIFIQUE : AU MOYEN-ORIENT

La crise du Moyen-Orient s'est ajoutée à d'autres situations en divers points du monde pour mettre en cause le fondement de la politique soviétique, la « coexistence pacifique ». Depuis de très nombreuses années, notre mouvement a dénoncé la signification pratique de cette politique inaugurée par Staline, à savoir la subordination du mouvement ouvrier et des mouvements de masses aux intérêts conservateurs de la diplomatie du Kremlin à la recherche d'un accord global avec l'impérialisme. En fait, il s'agit d'une politique illusoire : d'établissement du statu quo

Au cours des dernières années, et plus particulièrement à la lumière de l'escalade américaine au Vietnam et de la politique timorée du Kremlin, cette orientation de « coexistence pacifique » fut mise en cause par les Chinois, mais en tant que « collusion soviéto-américaine », ce qui n'était pas convaincant parce que donnant une image fautive et non l'explication réelle de cette orientation ; et aussi de façon plus mordante par les Cubains qui ouvraient la perspective de la lutte révolutionnaire en Amérique latine face à cette « coexistence pacifique » pratiquée à sens unique.

Dès le vote sur le cessez-le-feu à l'O.N.U., c'est Boumediène, traduisant ce qui se manifestait dans le monde arabe, qui s'envola pour Moscou afin d'y poser la question : Quelles sont les implications de la « coexistence pacifique ? » On sait aussi que le « sommet de Moscou » fut convoqué à la demande des Yougoslaves et des Bulgares, et que l'inquiétude de dirigeants des Etats ouvriers d'Europe orientale portait précisément sur les implications pour ces Etats de la politique internationale du Kremlin. Le plus droitier de ces dirigeants, Tito avait senti le danger se rapprocher de lui.

Il faut se garder des « soviétologues » qui poursuivent une occupation toujours lucrative auprès des chancelleries et des journaux. Les interprétations des changements de postes au Kremlin sont tou-

jours très sujettes à caution. Mais, ce qui est sûr, c'est que la politique actuellement suivie provoque des remous dans les plus hauts sommets de la hiérarchie soviétique.

Ces remous, au sujet de la politique internationale, ne sont en rien comparables à ceux qui peuvent exister sur le plan de la politique intérieure. Dans ce dernier cas, il s'agit d'un résultat de pressions et d'aspirations des masses ou de couches larges de la société soviétique. Sur le plan de la politique internationale, les grandes masses soviétiques n'ont que des données très vagues, elles sont largement animées du désir de ne pas revoir la guerre. La seule critique de la « coexistence pacifique » que les dirigeants soviétiques laissent passer dans la presse est celle constituée par les outrances chinoises et elle ne peut avoir d'écho profond. Par contre, les sommets soviétiques, ceux de la diplomatie, de l'armée, etc., où s'élabore la politique du Kremlin, ne peuvent pas ne pas se poser de questions sur les résultats obtenus, notamment au cours des dernières années. La perte de prestige, d'autorité de l'Union soviétique, est considérable. La crise du Moyen-Orient n'a fait qu'ajouter à la chose. On ne doit d'ailleurs pas être dupe au Kremlin du seul « gain » récent, celui si aléatoire de de Gaulle.

Aussitôt après la fin des hostilités au Moyen-Orient, le Kremlin avait décidé d'accentuer son orientation en direction des Etats-Unis. Il n'était pas possible que Kossyguine se rende en Amérique sans qu'une rencontre avec Johnson ait été envisagée à Moscou. Certes, les détails n'étaient pas prévus, la négociation des « formes » de la rencontre allait s'engager, mais le voyage à New York avait sa logique : C'était la rencontre de Glassboro.

Il faut être incurable pour penser que de telles rencontres peuvent aboutir à autre chose qu'à ce qui est inscrit sur le terrain. Johnson n'a rien donné — pourquoi

(suite page 4)

Pierre FRANK

C'est la défaite américaine
qui s'annonce au Vietnam

L'agression américaine au Vietnam est passée momentanément au second plan du fait des tensions et de la guerre au Moyen-Orient. Même en France des difficultés ont surgi de toutes parts dans le camp de ceux qui luttèrent contre l'agression américaine. Au compte rendu des travaux du Tribunal B. Russell, Jean-Paul Sartre fut interpellé sèchement sur la question de son soutien à l'Etat sioniste ; des hésitations se sont fait jour chez des intellectuels qui précédaient en pointe du combat pour la victoire du peuple vietnamien. Mais le climat d'émotion étant dissipé, le conflit israélo-arabe ramené au niveau des discussions diplomatiques, il reste cette dure réalité vietnamienne : les « marines » et les avions de l'armée U.S. poursuivent leur génocide dans cette région du monde.

Mais on découvre, en y regardant de près une situation quelque peu modifiée : les bases américaines au Vietnam sont encerclées ; Westmoreland est contraint de disperser ses forces pour faire face aux harcèlements qui viennent de partout, dans le delta du Mékong, sur les hauts plateaux et aux environs du 17^e parallèle. N'avons-nous pas connu une situation un peu comparable en 1964 ? A cette époque les armées du gouvernement fantoche de Saïgon étaient pratiquement défaites ; elles ne pouvaient plus contenir les harcèlements du F.N.L. qui agissait avec un appui populaire très efficace. C'est à partir de cette époque que les forces américaines donnèrent un caractère systématique à leur intervention. Mais aujourd'hui, c'est au tour de ces mé-

mes troupes américaines de se trouver en position défensive ; elles ne disposent pas plus que les rangers sud-vietnamiens du moindre appui populaire et, de surcroît, doivent évoluer dans un milieu auquel ni leur stratégie ni donc leur matériel ne sont préparés.

LE POURRISSEMENT

Les inquiétudes du général Westmoreland, exposant que, sans renforts massifs, l'armée américaine serait tout au plus capable de maintenir le statu quo témoignent de la gravité de la situation et du changement qui s'opère.

Depuis quatre mois, la menace constante des bases américaines des provinces septentrionales par les troupes du F.N.L. et les renforts nord-vietnamiens a bloqué le système offensif du général Westmoreland. Il a été contraint d'en revenir à la défensive, au point de dégrader en marines les provinces du Sud, pour la protection des bases du Nord (cf. le numéro de juin de l'Internationale). Ainsi les troupes du F.N.L. sont parvenues à prendre dans tout le pays l'initiative militaire.

Trois exemples pris dans la deuxième moitié du mois de juin en font l'illustration : l'opération « Billings » dans le delta du Mékong a entraîné dès les premiers jours l'anéantissement d'une compagnie (150 hommes mis hors de combat). Sur les Hauts-Plateaux, le général Westmoreland, venu remonter le moral de ses troupes, a dû reconnaître que le camp des forces spéciales de Dak-To n'a

(suite page 8)

A. LEIRES